

priétés paysannes attaquées par les Japonais. Le fait est que la bourgeoisie du Kuomintang n'est jamais arrivée à consolider ce front uni, qui disposait pourtant d'une base sociale certaine : les masses paysannes d'abord, mais aussi de larges secteurs de la petite bourgeoisie urbaine se sont placés derrière le seul parti menant véritablement la lutte antijaponaise — le Parti communiste. Quelques secteurs de la bourgeoisie et des latifundistes en ont même été (au moins) neutralisés.

On vient de voir donc que la stratégie révolutionnaire tracée par Mao et ses camarades était fondée sur une analyse concrète de la situation. Les régions libérées, la campagne encerclant les villes, et, plus tard, le front uni japonais, furent les produits de cette analyse.

Aujourd'hui, au Brésil, parler de « guerre de libération nationale de tout le peuple », de « régions libérées », de révolution paysanne qui encerclera les villes, ne représente qu'une liaison formelle et apparente avec les grandes leçons du parti chinois. N'étant pas en conséquence d'une analyse globale de la situation du Brésil dans le monde, ce sont des formules périmées qui trahissent ce qu'il y a de plus important dans l'exemple chinois : la capacité de formuler une ligne révolutionnaire à partir des conditions nationales.

Les lois de la guerre sont conditionnées par la situation de la lutte des classes. Finalement, « la guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens ».

LA POLITIQUE ET LA GUERRE

La guerre est un prolongement de la politique. Et la politique du parti est un prolongement de la lutte des classes. Ce qui ne veut pas dire que la politique révolutionnaire se confonde avec les luttes spontanées de la classe. La politique révolutionnaire est une action consciente qui concentre les efforts de la classe, guidée par son avant-garde, sur les points susceptibles de rompre les obstacles politiques à la révolution. La politique du parti est ainsi une action distincte de la lutte spontanée des masses, mais elle maintient avec celles-ci un rapport de continuité fondamentale. Elle vise à briser les obstacles devant lesquels s'arrête la lutte spontanée des masses. Quand notre parti prône la constitution du front des travailleurs de la ville et de la campagne, quand il se bat pour la révolution des travailleurs sous la direction du prolétariat, la guérilla à la campagne et les luttes ouvrières anticapitalistes dans les villes, quand il soutient les luttes étudiantes dans une perspective de révolution des travailleurs, il se base sur le développement objectif de la lutte des classes dans le pays, et en même temps, il cherche à découvrir une voie que la classe serait incapable de trouver spontanément.

La question semble avoir une réponse bien évidente : sa position dans la lutte des classes détermine la politique d'un parti, ce qui implique de toute façon une prise de position de celui-ci vis-à-vis de la lutte armée, qu'elle soit déjà une réalité ou seulement une potentialité. Cette continuité a disparu de la conscience de nombreux communistes. La conception abstraite de « lutte armée », dépourvue de son contenu social et politique, n'est que le produit d'un stade du développement de la lutte idéologique contre le réformisme. Une demi-critique a donné la moitié d'une stratégie révolutionnaire, une stratégie amputée.

Après le coup d'Etat de 1964, une grande partie de la gauche s'est rendue compte du pourrissement de la stratégie politique des communistes. L'aspect le plus évident en était sans aucun doute l'illusion concernant les forces armées et le « chemin pacifique ». Le P.C.B. s'appuyait sur les « secteurs nationalistes » de l'armée pour garantir une politique de « réforme de base ». Bien évidemment, une orientation pareille avait des racines politiques, à savoir la conception d'« alliance avec la bourgeoisie progressiste (ou « nationale ») » d'où découle l'illusion sur les forces armées ou du moins sur quelques secteurs de celles-ci.